LA CONSOMMATION ET LES CORPORATIONS—LES BÉNÉFICES
DES MINOTIERS

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, comme vous le savez fort bien, je représente une circonscription urbaine. On pourrait dire qu'elle est située en plein coeur du Grand Toronto. On n'y trouve donc pas de fermes, pas de zone rurale. Cela dit, je tiens à bien préciser que mes mandants et moi éprouvons beaucoup de sympathie pour la situation actuelle des agriculteurs canadiens. Nous ne connaissons que trop bien les grands problèmes qu'éprouvent les agriculteurs canadiens, et nous comprenons par exemple que les producteurs de blé de l'ouest canadien, par exemple, et aussi ceux de l'Ontario, subissent sur le marché international du blé la concurrence des producteurs de blé du monde entier, en particulier ceux de l'Europe et des États-Unis. Nous comprenons également que les Européens et les Américains subventionnent leur blé. Nous savons qu'en raison de ces subventions et de cette concurrence, le prix mondial du blé est tombé aux environs de \$3.54 le boisseau, qui est celui où le blé se vendait en 1974.

Nous savons également, comme nos agriculteurs de l'Ouest canadien nous l'ont dit à maintes reprises, que le prix de \$3.54 le boisseau ne couvre pas leurs frais de production. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y ait tant de faillites agricoles. Prenant tout cela, nous sympathisons, nous consommateurs et citoyens, avec les agriculteurs de l'Ouest dans leur malheur, et nous estimons qu'il faut aider ces agriculteurs de l'Ouest.

Cela dit, je vais faire en sorte que vous et les autres députés compreniez qu'en notre qualité de consommateurs, mes commettants et moi nous préoccupons également de l'effet qu'une aide aux agriculteurs peut avoir sur les consommateurs. Nous venons de traverser une période de très forte inflation. Elle semble vaincue pour l'instant, Dieu merci, mais elle a été dans les deux chiffres pendant un certain temps, je dirai même pendant deux ou trois ans. L'inflation se situe maintenant à moins de 4 p. 100. C'est un taux plus stable que nous n'en avons jamais connu depuis 1971. Mais lorsque mes commettants vont au magasin, ils constatent que les prix continuent de monter. Bien sûr, la montée n'atteint pas le même rythme qu'autrefois. Les prix n'augmentent pas tous les jours comme cela s'était déjà vu. Cependant, l'inflation existe toujours et les prix continuent d'augmenter.

Ces augmentations de prix frappent le plus durement les personnes à très faible revenu. Dans ma circonscription, tous les paliers de revenus sont représentés et on y retrouve bon nombre de personnes à très faible revenu. Je suis par conséquent particulièrement sensible au fait que les hausses de prix se répercutent plus durement sur les personnes à faible et à moyen revenu que sur les autres. Je suis également très sensible au fait que les majorations du prix de produits de base comme le pain et la farine blanche se répercutent plus gravement sur les personnes à revenu modeste. C'est que ces personnes n'ont aucune portion de leur revenu qu'elles peuvent utiliser comme elles l'entendent.

● (1805)

Cela étant dit, nous comprenons quand même et nous sommes sensibles aux inquiétudes des agriculteurs de l'Ouest aux

L'Ajournement

prises avec des récoltes de blé qu'ils doivent tenter de vendre à un prix inférieur au coût de production. Cependant, certaines solutions proposées nous inquiètent parce que nous savons que l'augmentation du prix du blé au pays que l'on a proposée pour régler les problèmes des agriculteurs, se répercutera sur les consommateurs, particulièrement en raison des restrictions sur les importations de blé. Ces restrictions éliminent tout effet modérateur des prix internationaux du blé et de la farine sur les prix de ces produits au Canada.

En outre, la Fédération canadienne de l'agriculture nous a assurés qu'une augmentation modeste du prix intérieur du blé n'aurait pas de graves répercussions sur le prix d'un pain. En fait, pour toute augmentation de \$1 le boisseau, le consommateur devrait payer 1.5 c. de plus pour une miche de 24 onces, alors que pour toute augmentation de \$3 le boisseau, la hausse serait de 5 c. D'un autre côté, les boulangeries prétendent pour leur part que c'est faux. Elles affirment que la hausse de prix serait de près de 5 c. dans le premier cas et d'environ 15 c., dans le second. Les producteurs de blé prétendent une chose et les minoteries et les boulangeries, une autre.

Comment expliquer cette différence? Quelle est la réponse? Manifestement, le problème réside dans les intermédiaires, notamment les agents, les minoteries, les boulangeries et les vendeurs au détail. Nous avons certaines préoccupations à leur sujet. Leur nombre est assez limité, et il y a donc une certaine concentration. Il y a un manque de concurrence dans ce domaine et c'est ce qui explique que les minoteries canadiennes réalisent des profits de 7.6 p. 100 sur les ventes comparativement à 1.8 p. 100 aux États-Unis. En outre, nous déplorons le fait que les intermédiaires soient payés au pourcentage plutôt qu'à un taux fixe, car lorsque le prix du blé augmente, leur part augmente. La situation était peut-être satisfaisante dans le passé, mais ce n'est plus le cas. Vous savez comme moi, monsieur le Président, que dans bien des cas, les avocats ont dû abandonner l'idée de pourcentages et accepter que leurs honoraires soient fixes. Selon moi, il est temps que les intermédiaires entre les producteurs de blé et les consommateurs fassent de même.

Je crois qu'il existe des solutions à ce problème. Par exemple, un comité spécial chargé d'étudier la question est saisi à l'heure actuelle de tout un éventail de mesures qui pourraient être prises. On pourrait contrôler la situation, mais il faut trouver une solution, et j'attends que le secrétaire parlementaire nous la donne. Je veux qu'elle soit juste pour les producteurs, sans pour autant voler les consommateurs.

M. Bill Domm (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, le député n'ignore pas qu'un comité parlementaire spécial a été chargé d'examiner le prix du blé. Ce comité tient actuellement des audiences publiques dans différentes régions du pays. J'en profite pour exhorter les citoyens intéressés à faire connaître au comité et aux députés leurs opinions à ce sujet.